

Covid-19 : Doctolib revendique 2 millions de rendez-vous pour la vaccination

Si la campagne de vaccination se heurte à quelques difficultés du fait d'un faible approvisionnement des États européens, Doctolib indique que plus de 2 millions de rendez-vous ont été attribués. Tous les centres de l'Hexagone utilisent sa plateforme.

Temps de lecture : minute

27 janvier 2021

La campagne de vaccination contre le Covid-19 bat son plein. Malgré l'apparente difficulté des laboratoires pharmaceutiques à honorer les commandes auprès des États européens, le défi de l'organisation serait en passe d'être relevé à en croire Doctolib. La plateforme de prise de rendez-vous médicaux a tenu ce mercredi 27 janvier une conférence de presse visant à faire un point quant à l'avancée du processus. Quelque 2,06 millions de rendez-vous auraient été pris via son service par les personnes éligibles à date. Depuis le 14 janvier, des centres de vaccination sont disséminés sur l'ensemble du territoire hexagonal - 300 à cette date, puis 1 100 depuis ce dimanche. Ces derniers, gérés par les collectivités ou les établissements de santé, utilisent Doctolib.

L'entreprise a été retenue par l'État comme prestataire officiel pour la prise de rendez-vous en ligne - d'autres sociétés gèrent, par ailleurs, les lignes téléphoniques dédiées.

Un service plébiscité par les Français

Doctolib a déployé une équipe de 200 personnes pour accompagner les différents centres de vaccination à travers le pays. Comme pour tout

autre rendez-vous médical, les patients reçoivent un SMS ou un mail de rappel – que le rendez-vous soit pris sur son service ou sur le site gouvernemental santé.fr. *"Notre logiciel était tout à fait prescrit dans le cadre de cette campagne. Nous avons simplement ajouté des étapes pour permettre de prendre les rendez-vous pour les deux injections en une fois, recueillir la déclaration sur l'honneur du patient pour attester de son éligibilité et assurer le suivi post-vaccinal"* , explique Stanislas Niox-Chateau, président et co-fondateur de Doctolib, qui souligne que le service est d'ores et déjà très connu des Français puisque *"42 millions"* l'utilisent sur une base quotidienne.

L'entreprise a mis en ligne sur son site une page pour informer la population de l'avancée du processus, à l'échelle nationale, régionale et départementale. L'idée étant de suivre la volonté du gouvernement d'être *"transparent"*. *"Il communique de son côté sur le nombre de doses et de personnes vaccinées, quand nous communiquons sur la disponibilité des rendez-vous et les lieux où cela est possible"* , indique Stanislas Niox-Chateau, qui précise qu'une initiative similaire a aussi été mise en place dès le mois de décembre 2020 avec la ville-État de Berlin (Allemagne). Et le service serait plébiscité : dès l'ouverture de la prise de rendez-vous en France, les 14 et 15 janvier 2021, quelque *"1,2 millions de créneaux ont été attribués aux plus de 75 ans"* qui en ont fait la demande. *"62 % de ces derniers ont été réservés en ligne. Ce public parvient, avec l'aide de proches, à maîtriser l'outil"* , estime le dirigeant. De nouveaux créneaux seront *"bientôt"* disponibles.



À lire aussi

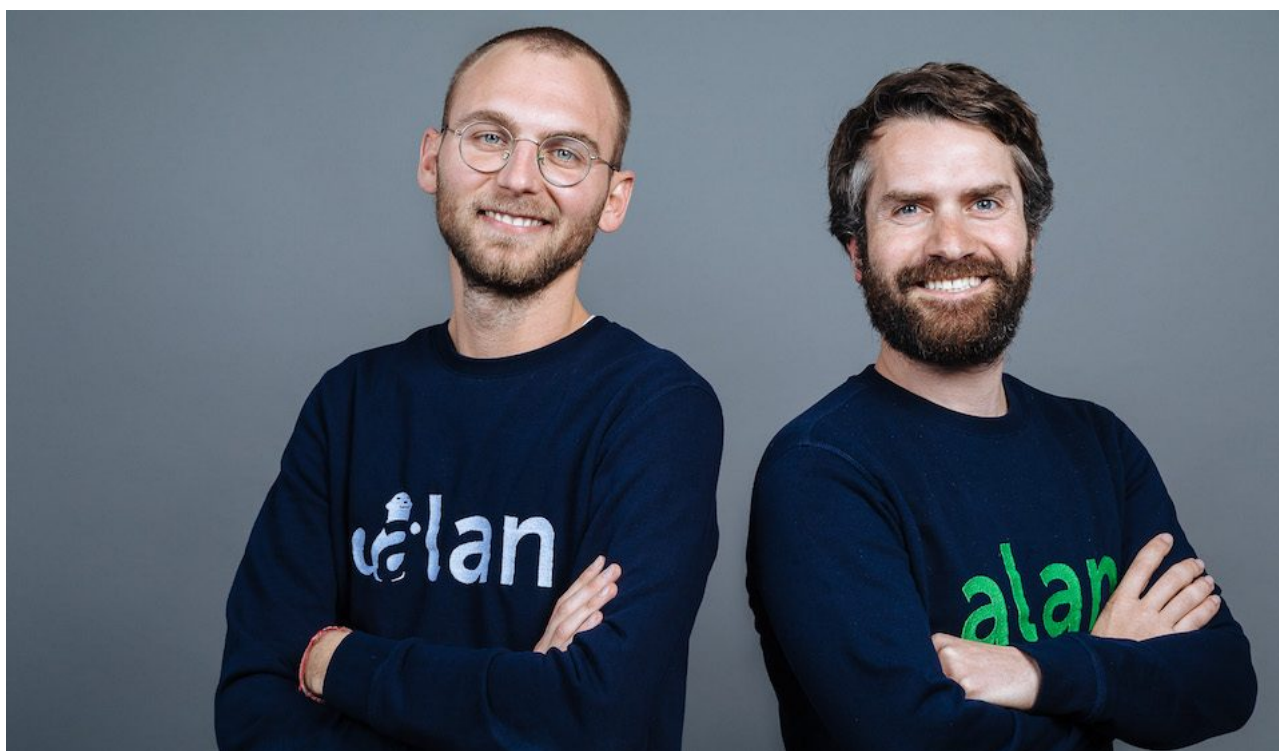
Doctolib, Maiia et Keldoc en première ligne pour la vaccination

Doctolib applique ses tarifs classiques à l'État

La polémique tend, en effet, à gonfler quant à l'annulation des rendez-vous déjà pris en compte... manque de doses oblige. *"Cela reste marginal, le nombre d'annulations dans le cadre de la campagne vaccinale s'approchant de celui pour des rendez-vous classiques"*, temporeuse cela dit Stanislas Niox-Chateau, assurant en outre que *"si le rendez-vous pour la seconde injection est fixé, il sera bien sûr honoré"*. En ce qui concerne la répartition géographique, Doctolib botte en touche et argue que *"le nombre de rendez-vous selon les régions est attribué selon les allocations de doses décidées par l'État"*.

L'État, justement, indemnise évidemment la scaleup pour son service. Mais pas question pour cette dernière de profiter du contexte. *"Il nous rémunère 129 euros par mois et par centre. C'est le tarif de l'abonnement qui s'applique déjà aux 140 000 professionnels de santé présents sur*

notre plateforme" , soutient ainsi le chef d'entreprise. Selon lui, Doctolib ne participe "pas pour l'argent au vu de l'investissement réalisé" dans le but de s'adapter. "La France dispose d'un champion de la prise de rendez-vous médicaux, fort de 1 600 salariés et d'une technologie qui fonctionne. Si nous ne nous mettons pas au service du bien commun maintenant, quand le ferons-nous" , appuie Stanislas Niox-Chateau.



À lire aussi

"Alan n'est plus l'assurance des seules boîtes tech"

La rentabilité, "pas un objectif à court terme"

La néo-assurance Alan avançait la semaine dernière à *Maddyness* qu'un partenariat avec Doctolib afin de faciliter l'accès à la vaccination n'est "pas une priorité, mais a du sens". Si le dirigeant de la scaleup, Jean-Charles Samuelian-Werve, jugeait l'intégration entre leurs deux outils "envisageable et intéressante" , Stanislas Niox-Chateau ne partage pas cette vision. "A priori, la prise de rendez-vous fonctionne bien en l'état. Je ne pense pas qu'il y ait besoin d'ouvrir des canaux" , a déclaré le patron

de Doctolib, qui espère qu'à mesure que de nouveaux vaccins seront autorisés et les doses disponibles. *"On passera à quelques centaines de milliers de rendez-vous chaque jour"* - contre *"quelques milliers"* actuellement. Il juge que *"le succès est déjà là"*, car l'Hexagone enregistre un nombre de rendez-vous *"significativement plus élevé"* que d'autres pays tels que l'Allemagne.

Doctolib, qui affirme que *"les rencontres régulières avec les collectivités territoriales et le ministère de la Santé se passent bien"*, se tient *"à disposition de ce dernier s'il souhaite mettre en place des listes d'attente ou permettre aux médecins généralistes de vacciner"*. L'entreprise projette de nombreux recrutements ces prochains mois et garde son objectif d'apporter *"un confort de travail aux professionnels"*. Pour poursuivre la croissance, elle continue à investir - aussi bien dans le cadre de la pandémie de Covid-19 qu'en dehors. C'est pourquoi elle dit *"ne pas avoir d'objectif de rentabilité à court terme"*. Pour rappel, le gouvernement devrait donner davantage de détails quant à l'avancée du processus de vaccination dans le pays, données démographiques à l'appui, dans les prochains jours.